

Introduction

Les États africains en question

Depuis près de vingt ans, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre froide, l'Afrique subsaharienne semble engagée dans une nouvelle phase historique. Mais, dite sous cette forme lapidaire, c'est certainement là une entrée en matière qui peut paraître assez banale et beaucoup trop extensive puisqu'elle vaut aussi bien pour la planète entière où se laissent aisément découvrir, non point une clôture de l'Histoire et un épuisement des idéologies dans l'horizon indépassable de la globalisation capitaliste, mais bien plutôt leurs relances, au travers de nouvelles quêtes de puissance (comme celles de la Chine et de l'Inde) et de nouvelles configurations et tensions géopolitiques. Ce qu'illustre en maints endroits le regain des nationalismes ou le développement des revendications identitaires et des fanatismes religieux.

Elle prend, cependant, davantage de relief lorsqu'on songe que les indépendances africaines, avec tout ce qu'elles ont pu véhiculer comme promesses de construction nationale, de développement socio-économique et de solidarité continentale (comme en a témoigné, dans les années 1950-1960, le mouvement du panafricanisme), n'ont pas encore cinquante ans, semblant mériter de ce fait, non de trop brusques et incertains changements, mais une opiniâtre persévérance afin que ces promesses puissent être un tant soit peu tenues. Autrement dit, ne faut-il pas considérer, même si les désillusions sont allées bon train dès les années 1960 (avec les tentatives de sécession et les guerres civiles au Congo-Kinshasa et au Nigeria, l'enchaînement de plusieurs putschs militaires et l'instauration assez généralisée de régimes despotiques) que les pays africains étaient encore de trop jeunes nations pour se trouver exposés, comme ils l'ont été vingt-cinq ans plus tard, à des dérégulations néolibérales les conduisant inmanquablement à l'affaiblissement, parfois au dépérissement, à l'informalisation, voire à la criminalisation de leurs États. Toutes choses qui les firent assez nettement dévier de la route qu'un

siècle d'histoires coloniale et post-coloniale leur avait, semblait-il, irrésistiblement tracée ?

La proposition, cette fois-ci, est un peu plus singulière, quelque peu risquée, car semblant aller à contre-courant des idées assez couramment partagées aujourd'hui. En effet, à propos des États africains, ne dit-on pas à qui mieux-mieux qu'ils se sont constitués dans le droit fil des partages coloniaux et que, à ce compte, ils sont restés fondamentalement des États importés ou des « quasi-États¹ » pour ne pas dire des « pseudo-États », c'est-à-dire des greffes artificielles sur des sociétés, ensembles culturels ou groupes ethniques inscrits dans de bien plus longues temporalités historiques, donc toujours susceptibles de les rejeter². De même qu'on a abondamment stigmatisé, et non sans raison, l'indépendance largement formelle de la plupart d'entre eux, pris qu'ils ont été d'emblée dans les rets du néocolonialisme³, spécialement dans ceux du néocolonialisme français. Ce qui n'aurait cessé à la fois de les priver de réalité substantielle et de les inciter, sur fond de mentalité et de pratiques rentières, au népotisme, au clientélisme et, plus généralement, au patrimonialisme⁴. Et, pour couronner le tout, il fut mis en évidence la manière dont la fragilité⁵, le sous-développement structurel des États africains⁶, notamment en matière de contrôle fiscal interne⁷, ou encore leur caractère essentiellement de « guichetier » ou de préleveur de droits de douane (« gatekeeper states⁸ »), s'était traduit par des modes de gouvernement particulièrement autoritaires. Lesquels ont généré des pratiques de prébendes, de corruptions et de captations des ressources, une « politique du ventre », ainsi que l'a si bien formulé Jean-François Bayard⁹, quand ils n'ont pas donné lieu à l'érection de pouvoirs personnels aux visées exclusivement prédatrices¹⁰, comme ont pu l'être la République centrafricaine de l'empereur Bokassa ou le Zaïre du maréchal Mobutu.

De sorte que, plutôt que de prétendre vouloir les faire persévérer dans leur être, tout ne concourt-il pas à les mettre assez radicalement en cause ? C'est en tout cas ce que les programmes d'ajustement structurels édictés par la Banque mondiale et le FMI ont commencé à faire dès les années 1980, mais c'est ce que la fin de la guerre froide et l'accélération des processus de globalisation et d'internationalisation de nouvelles normes libérales ont très fortement amplifié en soumettant les États africains au régime de ce qui fut appelé « la bonne gouvernance ». En l'occurrence la privatisation de nombre de leurs services publics, de la promotion de la société civile, des droits humains et de la décentralisation. Autrement dit, sans que ces programmes et que ces processus de globalisation aient eu

pour objectif explicite d'abattre les États africains, tout fut fait pour opposer à leur centralité unificatrice, fréquemment jacobine, telle qu'elle avait été conçue depuis les indépendances pour les faire accoucher de véritables États-nations, la diversité des mondes socio-culturels et économiques locaux. Des mondes dont il est dit désormais que s'y nichent de bien meilleures capacités d'initiatives individuelles et collectives, de développement et, comble d'espérance, de pratiques démocratiques.

Assurément, compte tenu de la situation qui prévalait antérieurement, cette grande vague néolibérale, voulant affranchir les sociétés et les populations africaines de tutelles despotiques et bureaucratiques bien peu performantes, qui plus est héritières des colonisations européennes, méritait-elle au moins qu'on n'y fût pas d'entrée de jeu hostile. Grâce à elle, grâce aux possibilités de libération des initiatives locales et individuelles, n'a-t-on pas vu de plus en plus, depuis quinze ans, des ONG africaines et leurs « courtiers en développement¹¹ » se multiplier et mettre en œuvre, en recourant à des formes de coopération ou de partenariat elles-mêmes décentralisées, quantité de petits projets agricoles, sanitaires ou éducatifs ? Et, outre ce vaste mouvement d'« ONGisation » du sous-continent¹², n'observe-t-on pas que le secteur informel ou les pratiques populaires de débrouillardise, qu'antérieurement les États africains et leurs bailleurs de fonds internationaux avaient plus ou moins cherché à encadrer, voire à discipliner, sont devenues, non seulement les remèdes à la grande pauvreté, mais aussi les lieux où s'inventent des subjectivités beaucoup plus autonomes et mobiles. À l'image du *moodu moodu* (terme populaire wolof désignant l'individu débrouillard prêt à aller un peu partout dans le monde) passé aujourd'hui au rang de modèle identificatoire parmi la jeunesse sénégalaise en lieu et place du fonctionnaire qui avait rempli longtemps et presque exclusivement ce rôle mais qui paraît désormais bien peu attrayant¹³.

Toutefois, quoiqu'il puisse satisfaire les détracteurs des politiques de développement telles qu'elles ont été menées dans les années 1960-1970, notamment ceux qui, dans le sillage de René Dumont¹⁴, virent dans l'hypertrophie des États et de leur bureaucratie une aggravation des modes coloniaux d'exploitation des sociétés et des paysanneries africaines¹⁵, ce nouveau cours n'autorise pas véritablement à dire que l'Afrique est mieux partie qu'auparavant. Car, si les bailleurs de fonds internationaux s'efforcèrent de dégraisser les États, au point assez souvent de les empêcher de mener toute politique publique depuis leur propre sphère, on ne saurait affirmer qu'ils sont parvenus à instaurer cette bonne

gouvernance dont ils ne cessèrent de divulguer la rhétorique en la faisant vite ressasser par les autorités et partenaires africains. C'est ainsi qu'alors que ladite gouvernance, toute remplie des meilleures intentions, impliquait une dissipation des pouvoirs despotiques au profit de régimes démocratiques, on eut au final que de rares illustrations de cette dissipation. Et cela même si, au tournant des années 1990, concomitamment à la chute du mur de Berlin, des mouvements populaires de grande ampleur, ce qu'on appela le « Printemps de l'Afrique¹⁶ » exemplifié par la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, avaient laissé espérer des changements assez radicaux.

En fait de changements, il s'en produisit bien au-delà des prévisions, mais de particulièrement dramatiques puisque, dans plusieurs pays africains, après que se furent tenues des « Conférences nationales » et que fut instauré ou réinstauré le multipartisme permettant d'organiser des transitions démocratiques, de sanglantes guerres civiles advinrent, sur fond généralement d'affirmations identitaires et d'idéologies ethnicistes. Faut-il rappeler, bien que le cas soit très spécifique, plongeant ses racines dans une longue et douloureuse histoire coloniale et post-coloniale, que le génocide au Rwanda se produisit alors que la rhétorique de la bonne gouvernance et des droits humains était en train de devenir la langue commune des milieux internationaux. En tout cas, c'est durant cette même période des années 1990, que s'enclencha tout un ensemble de processus de brutalisation ou de passages à des actes de violences extrêmes et de terreur en Afrique de l'Ouest (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire), en Afrique centrale (les deux Congo) et en Afrique orientale, spécialement au Soudan, avec leurs cortèges de plus en plus imposants d'enfants soldats et de populations déplacées ou réfugiées. Par ailleurs, même si elles caractérisaient déjà l'Afrique subsaharienne de longue date, la pauvreté et les inégalités sociales n'ont cessé de s'accroître depuis une vingtaine d'années, générant toute une série de problèmes sociaux bien peu propices à la concorde civile, comme la production, la commercialisation et la consommation grandissante de drogues, l'extension de l'alcoolisme, de la prostitution, du banditisme et des violences quotidiennes. Toutes choses qui, dans maints pays, n'ont pas été sans rapport avec la diffusion exponentielle du sida, lequel à son tour n'a cessé de répandre une atmosphère de mort, aussi bien par ses conséquences meurtrières que par les procédés médiatiques qui le firent connaître auprès des populations, notamment pour tenter d'en réduire la transmission (sur le modèle du message de prévention largement diffusé en Afrique « le sida tue¹⁷ »).

Davantage qu'une rhétorique accompagnant la vague néolibérale, on pourrait donc dire de la bonne gouvernance et des droits humains appliqués à l'Afrique qu'ils y constituent tout spécialement une manière d'antiphrase, c'est-à-dire l'exact contraire (ou le comble de l'ironie) de ce qui s'y est donné depuis deux décennies concrètement à voir. Alors que la démocratisation était annoncée et se faisait jour ici et là, nombre de potentats se sont finalement maintenus ou ont été simplement remplacés réabsorbant dans leur propre sphère les partis d'opposition qui étaient nés au tournant des années 1990. Et, tandis que la politique du moins d'État devait signifier une meilleure gestion des affaires communes, la corruption et les pratiques de prébendes n'ont cessé de s'aggraver, se démultipliant à la mesure des processus de privatisation et de décentralisation¹⁸ tout en se connectant de plus en plus à des réseaux internationaux de trafics illicites, spécialement de drogues, d'armes et de marchandises de contrefaçons. Que l'on puisse parler, comme l'ont fait Jean-François Bayard, Stephen Ellis et Béatrice Hibou de processus de « criminalisation de l'État en Afrique¹⁹ » ou, comme Roger Botte, d'État « illégal-légal²⁰ » donne toute la mesure de l'énorme hiatus entre les mots et les choses. De même qu'est particulièrement édifiante la façon dont Achille Mbembe a subsumé la situation actuelle de la plupart des pays africains sous l'expression générique d'une « esthétique de la vulgarité²¹ ». Par cette expression, l'historien camerounais, fort loin des bons sentiments néolibéraux déversés par les institutions internationales, a voulu rien moins que pointer un large éventail de manières de dire et de faire, d'usages du corps qui, en joignant le grotesque à l'obscène, font se rencontrer gens du pouvoir et gens du peuple.

La liste des troublants effets de contraste entre pratiques discursives et situations réelles pourrait davantage s'allonger, mais se résume en fait assez bien par la manière dont le développement, c'est-à-dire tout cet ensemble de doctrines, de vastes projets de modernisation, de plans à moyen terme qui avaient prévalu jusqu'aux années 1980, a fait de moins en moins l'objet de politiques publiques. Plus exactement, si le mot a continué à être abondamment employé, et dans un sens du reste élargi à des dimensions éthique et écologique telles qu'elles sont signifiées par les formules de développement humain et de développement durable, ce fut là encore pour prendre l'aspect d'une antiphrase. Car, quoique son emploi ait été continûment requis, et si possible avec l'adjonction de ces nouvelles formules magiques d'humain et de durable, dans le cadre de petits projets locaux et d'ONG toujours plus nombreux, c'est précisément dans la

mesure où les États africains furent de plus en plus dispensés de faire du développement le motif central de leur propre existence. C'est pourquoi, du reste, tout en étant considérées dans de bien meilleures mains lorsqu'elles sont mises en œuvre par des acteurs locaux, des entreprises privées ou des associations, que quand elles sont confiées à des services publics centraux, nombre d'opérations de développement, depuis vingt ans, se sont bien plutôt infléchies en une multitude de projets de lutte contre la pauvreté et d'actions humanitaires, spécialement là, bien sûr, où suite aux guerres civiles il y eut à prendre en charge (notamment par le Haut Comité aux Réfugiés et les grandes ONG comme Médecins sans frontières) des populations réfugiées ou déplacées²².

Autrement dit, durant la période récente, les États africains ont été plus largement délestés de tout ce qui leur avait permis de faire du développement, même quand il était source de graves dépendances à l'égard de puissances ou d'intérêts du nord, un usage tout à la fois symbolique, politique et idéologique. Ce qui a eu comme conséquence pour eux, au-delà des critiques tout à fait légitimes qui leur furent adressées, notamment en matière de dettes extérieures croissantes, de gabegies, de détournements de grande ampleur et de pérennisation des relations patrimoniales, une perte assez considérable de capacité à incarner l'unité nationale et à tracer l'avenir. Sans doute s'agit-il là d'un phénomène plus général de crises du futur (c'est-à-dire de crises mettant en cause les perspectives de progrès en tout domaines par quoi s'est largement définie la modernité) qui affecte quantité d'États-nations bien plus vieux et autrement développés (la France en étant un bon exemple²³), et qui paraît entraîner également chez eux de très problématiques troubles identitaires. Mais, comme ils n'ont précisément pas l'âge de ces derniers, les pays africains vivent d'une manière encore plus aiguë cette crise du futur.

Ce sont en effet des pays particulièrement jeunes, non seulement, comme on l'a vu, en tant qu'entités nationales, mais aussi et surtout en tant qu'ils comptent une population juvénile en très forte croissance. Une population, par conséquent, qui s'est trouvée directement confrontée à une conjonction sans précédent de problèmes sociaux, tels que la pauvreté, la déscolarisation, le chômage, la multiplication des tensions intergénérationnelles, et qui, pour cette raison même, n'a cessé d'être particulièrement présente dans les multiples illégalismes, petite délinquance, trafics en tout genre, constitution de gangs et de ghettos urbains²⁴, ainsi que dans les circuits migratoires, de plus en plus clandestins, vers les pays du nord. À quoi s'est ajoutée la très forte implication des jeunes (des

enfants aux jeunes adultes) dans les nombreuses mobilisations collectives qui sont survenues depuis 1990, tout spécialement dans les conflits armés où ils ont abondé, les entreprises miliciennes, les troupes souvent ethnici-sées, tribalisées, des chefs de guerre, et grâce auxquels la possession d'une kalachnikov et de quelques protections magiques ont constitué paradoxalement pour eux une importante assurance sur la vie²⁵.

Manifestement donc, avec la vague néolibérale qui s'y est répandue depuis deux décennies, l'Afrique est loin d'être mieux partie qu'auparavant. En fait, c'est l'idée même de pays « en voie de développement » qui s'y est trouvée radicalement mise en cause, particulièrement lorsque cette qualification signifiait une volonté de « développement auto-centré²⁶ », comme il était dit dans les années 1970, de manière à acquérir une véritable indépendance et à contrecarrer les mainmises néo-coloniales. À sa place, et pour décharger les États de devoir tracer l'avenir de leurs populations, y a été promue une politique de saupoudrage des soutiens au développement local, de l'aide humanitaire, ou d'ONGisation massive, qui a accéléré les mouvements centrifuges au travers desquels tendent à s'affirmer, à rivaliser et se confronter des communautés ou des groupes particuliers. Et, bien que certains essayistes ou politologues voient dans cette vacuité des structures étatiques et des situations plus ou moins chaotiques qui en résultent, la manière toute singulière dont finalement l'Afrique refuse les modèles importés de la politique et du développement²⁷, privilégiant les ressources des relations de patronage et de l'ethnicité²⁸ pour se moderniser, on ne saurait à l'évidence la considérer dans une meilleure voie que celle qu'elle suivait tant bien que mal au temps de la guerre froide.

À l'opposé d'une évolution en forme de promotion d'ethnicités morales, suivant l'intéressante formule de John Lonsdale²⁹, de réinventions de traditions locales pour mieux organiser le vivre ensemble dans des systèmes de gouvernance pluralistes de plus en plus ouverts sur le monde et les normes de droit international, on a assisté bien plutôt à la dissémination de tribalismes politiques. C'est-à-dire à des phénomènes d'enfermement identitaire qui se sont inmanquablement traduits par des crises profondes d'altérité, spécialement dans les grands centres urbains, et par des accès récurrents de violence et de terreur.

Encore doit-on préciser que ces processus de dissémination, où l'affirmation de soi semble devoir surtout impliquer le rejet, voire la destruction des autres ou de certains autres, se sont déroulés dans un contexte général de multiplication et de densification de mouvements

religieux, les uns ressortissant aux religions du Livre, islam et christianisme, les autres, nettement plus minoritaires, se réclamant de traditions culturelles anciennes et visant à les réactualiser ou à les revitaliser. Mais sans doute, dira-t-on qu'il n'y a en ce domaine rien de très nouveau sous le soleil. Après tout, les études africanistes, spécialement les études ethnologiques, ne nous ont-elles pas habitués à considérer les sociétés et les mentalités africaines comme profondément religieuses, magico-religieuses ou politico-religieuses ? Outre les cultes aux ancêtres, les rites dévolus aux dieux ou aux génies, les croyances en la sorcellerie et les royautés sacrées, tout semble avoir concouru, à l'encontre de tout désenchantement ou de toute « démagification » du monde suivant la célèbre formule de Max Weber, à enrichir le sens et l'expression de leur religiosité. Qu'on prenne pour exemples le succès de nombreuses confréries musulmanes depuis plusieurs siècles, ou le développement, parallèlement à celui des Églises chrétiennes importées, catholique et protestantes, d'une kyrielle de mouvements prophétiques et messianiques inspirés par des figures autochtones.

En effet, l'histoire religieuse de l'Afrique s'est complexifiée continuellement, au fil aussi bien des échanges entre peuples locaux, entre premiers arrivants et nouveaux venus, que des relations arabo-africaines et euro-africaines, et, de la sorte, s'est nourrie de nombreux phénomènes d'emprunt et d'hybridation. Et elle a rebondi et s'est diversifiée d'autant mieux que les convoitises, dont le sous-continent a fait de longue date l'objet³⁰, se traduisirent en intenses prosélytismes tout en suscitant des réactions et innovations religieuses propres aux sociétés africaines, elles-mêmes étant à la mesure des désarrois et des crises que ces convoitises y provoquaient. À l'image du royaume du Kongo qui fut en relation avec les Portugais dès la fin du XV^e siècle, et dont, presque aussitôt, l'un des grands souverains se convertit au christianisme sur fond de traite négrière, mais qui, au bout du compte, déclina devenant alors le théâtre d'un mouvement prophétique qui en appela au retour à l'âge d'or du royaume³¹.

En fait, ce qui est dans l'ensemble assez remarquable, et quoique fussent les caractères politiques que prirent les prosélytismes musulmans et chrétiens et, surtout, les innovations religieuses du type prophétismes (tout aussi enclines à faire des adeptes) qui furent souvent des modes de contestation de la situation coloniale, c'est que cette histoire religieuse, longtemps, ne fut guère marquée par des conflits ou des affrontements entre confessions. À tout le moins, les seuls à avoir été véritablement